



*Direction Générale Adjointe
de l'Aménagement du Territoire
et du Développement Durable
Direction des Routes*

**PERMISSION DE VOIRIE
N° DR-SPF-2025-324-PV**

**Dossier n°IMI-VA-86031/010B-1
HORS AGGLOMÉRATION**

Sur la D86 du PR 5+700 au PR 6+100

Sur le territoire des communes de **BONNES** et **LA CHAPELLE-MOULIERE**

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 modifiée;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1er juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Commission Permanente,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 8 mars 2018 approuvant le règlement départemental de voirie,

Vu l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2025-A-DGAFJL-DJA-0058 en date du 28 février 2025, portant délégation de signature au Directeur et aux responsables des services de la Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable,

Vu la demande en date du 24/07/2025 par laquelle la société SOGETREL demeurant 14 Rue Pierre Gauthier, 33320 EYSINES, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public départemental pour effectuer les travaux de création de génie civil sur le territoire des communes de **BONNES** et **LA CHAPELLE-MOULIERE**, sur la D86 du PR 5+700 au PR 6+100, pour le compte de la société ORANGE UI AQUITAINE domiciliée Site Jean Jacques BOSC, 33000 BORDEAUX.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - DESIGNATION DES TRAVAUX

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux suivants : Création d'un réseau de télécommunication enterré, à charge pour lui de se conformer à la réglementation ci-dessus visée et aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Avant le début des travaux, prendre contact impérativement avec le technicien du secteur (DESOBEAUX Julien, portable : 06 07 32 74 16) pour effectuer une implantation contradictoire.

REMBLAYAGE CORPS DE TRANCHEE DE FAIBLES DIMENSIONS SOUS ACCOTEMENTS-RESEAUX DE TELECOMMUNICATION

Les tranchées seront réalisées conformément à la norme NFP 98-331 et notamment suivant les prescriptions ci-après :

- La profondeur minimum des réseaux sous accotement sera **comprise entre 0,30 mètre et 0,40 mètre (P) (Cf. Schéma)**, pour permettre au gestionnaire de voirie des opérations de gros entretien; notamment le dérasement d'accotements.
- Le remblaiement du corps de tranchée sous accotement sera réalisé :
 - Pour les tranchées situées à moins de 0,50 mètre du bord de chaussée, le matériau utilisé sera autocompactant (béton de tranchée) coloré pour pallier l'absence de grillage avertisseur, le niveau fini du béton sera égal à celui du bord de chaussée (a) voir schéma.
 - Pour les tranchées situées à plus de 0,50 mètre du bord chaussée, l'utilisation des matériaux du site pourra être autorisée.
- Les tranchées sous accotement réalisées avec la technique de « pose en soc » :
 - La technique de « pose en soc » pourra être autorisée sous réserve de la mettre en œuvre à une distance du bord de chaussée toujours supérieure à 0,50 mètre ;
 - Un grillage avertisseur sera obligatoirement mis en œuvre ;
 - Le remblaiement sera réalisé en matériau fin ;
 - L'accotement sera remis en forme, épierré et soigneusement compacté.

Dans le cas d'accotement stabilisé un revêtement de surface devra être mis en place de manière identique à ce qui existait auparavant.

Dans le cas d'accotement engazonné, une couche de terre végétale sera mise en place et ensemencée après travaux. Les pierres affleurantes seront ratissées et évacuées.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

De manière générale, voir les fiches techniques de remblayage de tranchée jointes en annexes.

Mise en place obligatoire de grillage avertisseur conformément à la réglementation en vigueur.

Prévoir surcapacité de fourreaux dans la mesure du possible.

TAMPONS - BOUCHES A CLE- CHAMBRES TELECOM (voir annexe)

La chaussée sera découpée à la scie avant les terrassements nécessaires à la mise à niveau des regards.

L'altimétrie de l'ouvrage, niveau fini, sera la même que celle de la chaussée existante.

Le scellement de tampon, de la bouche à clé ou de la chambre télécom sous chaussée sera fait avec du mortier à prise rapide, produits spécifiques pour ce type de travaux.

Les tampons de regard devront comporter la marque NF (ou équivalente) attestant leur conformité à la norme EN 124.

Les tampons à remplissage en béton sont prohibés.

Les tampons seront de classe D400.

Dans la mesure du possible, les tampons devront être disposés en axe de demi-chaussée (en section droite) ou sur accotement. Le positionnement sera validé par le gestionnaire de la voirie.

Un solin sera réalisé sous accotement et/ou sous trottoir pour la mise en œuvre du tampon. (Cf croquis tampon joint en annexe).

ARTICLE 3 - PRESENCE D'AMIANTE DANS LES ENROBES OU HYDROCARBURE AROMATIQUE POLYCYCLIQUE (HAP)

Conformément aux articles R4412-97 et suivants du Code du travail, le bénéficiaire titulaire de la présente permission de voirie devra s'assurer de l'absence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée dans les enrobés constituant la chaussée; les frais résultants de ladite recherche restant à sa charge. Ces résultats seront transmis au gestionnaire de voirie.

Dans l'hypothèse où la présence d'un ou plusieurs de ces matériaux serait décelé dans les couches de chaussée, le bénéficiaire procédera à leur extraction en sécurité suivant les dispositions relatives au code du travail. De même, les matériaux pollués seront évacués en décharge agréée avec transmission du ou des bordereaux de suivi au gestionnaire de voirie. Dans tous les cas et dans l'éventualité d'un déplacement ou d'un quelconque traitement ultérieur des dits matériaux de la zone de stockage, les modalités, toutes sujétions, ainsi que les frais s'y rattachant resteront sans limitation de durée à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 4 - DEPOT DE MATERIAUX

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement).

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux prévue dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Le stationnement des matériels et les dépôts de matériaux ne devront pas apporter d'entrave à la sécurité routière et à la circulation. A cette fin, le bénéficiaire prendra toutes dispositions relatives à la mise en sécurité des lieux (exemple : pas de masque de visibilité, signalisation adéquate, de jour comme de nuit...).

ARTICLE 5 - SIGNALISATION DE CHANTIER

SIGNALISATION

Le bénéficiaire devra signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) du 22 octobre 1963 approuvée et modifiée par arrêtés interministériels.

SIGNALISATION HORS AGGLOMERATION

Le présent accord technique ne vaut pas arrêté de circulation. Un arrêté de circulation temporaire devra être demandé, au minimum 25 jours avant la date de commencement des travaux, auprès de la Direction des Routes, SUBDIVISION DE POITIERS-FUTUROSCOPE, du Département de la Vienne, par le bénéficiaire ou l'entreprise qu'il mandate.

SIGNALISATION MASQUEE

La signalisation existante incohérente avec celle du chantier sur place sera masquée pendant toute la durée des travaux.

PIETONS ET RIVERAINS

Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la continuité des cheminements piétons et les accès des riverains.

ARTICLE 6 - REMISE EN ETAT

Les accotements, fossés et trottoirs devront être remis en leur état initial.

ARTICLE 7 - TECHNICIENS- DELAIS DE PREVENANCE ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX- PROCES VERBAL CONFORMITE TRAVAUX

Préalablement à l'exécution des travaux, et ce au minimum 15 jours ouvrables avant le démarrage, le bénéficiaire devra IMPERATIVEMENT prévenir le gestionnaire de voirie, du jour précis du commencement des travaux, à savoir :

Monsieur DESOBEAUX Julien, Technicien de secteur, CE SAINT GEORGES LES BAILLARGEAUX Tél. 06 07 32 74 16 ou Monsieur PHELIPPONNEAU Eric, Chef de Centre Tél. 06 07 32 74 13.

Une demande d'arrêté de circulation et éventuellement la demande de renouvellement de la présente permission de voirie devront être déposées par le prestataire chargé de l'exécution des travaux au minimum 25 jours ouvrés pour les alternats concernant toutes les catégories de routes.

ARTICLE 8 - DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT)

Des canalisations souterraines ou des réseaux aériens pouvant exister à proximité du lieu des travaux, le bénéficiaire devra déposer une Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), 10 jours au moins avant l'ouverture du chantier, auprès des services et concessionnaires intéressés, afin d'obtenir tous les renseignements concernant l'emplacement et les conditions techniques imposées pour le franchissement ou le voisinage de ces réseaux.

NOTA : S'agissant d'un réseau posé sur ou sous le domaine public routier, le pétitionnaire devra déclarer sa présence sur le guichet unique et répondra en conséquence à toute demande de déclaration de travaux (DT) ou de déclaration d'intention de travaux (DICT), afin de signaler la présence de celui-ci conformément aux procédures liées à la réforme anti endommagement.

ARTICLE 9 - IMPLANTATION OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLEMENT

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 56 jours.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et fera l'objet d'un procès-verbal qui fixera la date de fin de chantier établi par un représentant du gestionnaire

de voirie départemental.

Les ouvrages et/ou les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise, au gestionnaire de voirie, en deux exemplaires (**format papier et numérique (.dxf et .pdf)**), des plans de récolement des ouvrages, dans les conditions prévues par le code de l'environnement. Seront remis les schémas des ouvrages principaux exécutés sur la voie publique ainsi que l'inventaire des infrastructures posées et déposées servant de base à redevances.

Seront aussi remis les documents de synthèse des résultats des contrôles ou analyses.

Les plans des ouvrages exécutés sur le domaine public seront communiqués au gestionnaire de la voirie dans **les trois mois** suivant l'achèvement des travaux. Ils seront adressés au signataire du présent arrêté.

L'ouverture de chantier est fixée au mardi 05 août 2025 comme précisée dans la demande.

ARTICLE 10 - DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est **d'un (1) an**, il débute à compter de la date de signature du procès-verbal contradictoire de conformité relatif à l'autorisation, joint en annexe (Cf Art 51 du règlement de voirie départemental).

En l'absence de ce document, l'ouvrage restera sous la responsabilité du bénéficiaire qui sera tenu d'en assurer l'entretien permanent.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies par le présent arrêté, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier, dans un délai de deux mois après réception de la notification de la non-conformité par le gestionnaire de la voirie. Passé ce délai, le gestionnaire de la voirie se substituera au bénéficiaire. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la collectivité, par l'émission d'un titre de recette.

En cas d'urgence, le Président du Conseil Départemental peut faire exécuter d'office, sans mise en demeure préalable, les travaux de mise en sécurité, aux frais de l'occupant.

Le bénéficiaire se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès des autorités compétentes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 - FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

ARTICLE 13 - CONTRAINTES TECHNIQUES

En cas de contraintes techniques avérées, rencontrées lors de la réalisation des travaux, pour tout changement dans les prescriptions techniques de la présente permission de voirie, le gestionnaire de voirie devra être impérativement consulté.

En cas de changement notable, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande de permission de voirie.

ARTICLE 14 - REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (ARTICLE L2125-1 DU CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES (CGPPP))

La présente autorisation ne donne pas lieu à perception d'une redevance.

Dans la demande de permission de voirie, faisant l'objet du présent arrêté, il est indiqué :

Réseaux de télécommunication- *Indications obligatoires* :

Linéaire total d'artère aérienne (1) en mètre : 0

Linéaire de tranchée en mètre : 353 mètres

Nombre d'artère (1) souterraine : 1 Ø45 sur 353 mètres

Emprise au sol (réseau télécommunication) m² : 0 m²

Total soumis à redevance :

Soit un total de 353 mètres d'artère utilisant le sol ou le sous-sol

Soit un total de 0 mètres d'artère en aérien

Soit un total de 0 mètres carrés occupés pour les installations autres que les stations radioélectriques

Ces valeurs pourront être réajustées si et seulement si le plan de récolement aura été transmis par le bénéficiaire, au service instructeur.

Sans remise de plan de récolement, ou constat contradictoire, les valeurs soumises à redevances seront celles indiquées dans la demande de permission de voirie.

ARTICLE 15 - INFRACTION

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Dans le cas où il serait constaté, par l'administration, que les prescriptions des articles précédents n'ont pas été respectées par le bénéficiaire, un procès-verbal sera dressé.

ARTICLE 16 - IMPOTS ET TAXES

Le bénéficiaire du présent arrêté devra seul supporter la charge de tous les impôts, et notamment de l'impôt foncier, auxquels sont actuellement, ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements ou installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

En outre, il devra, s'il y a lieu, avoir obtenu le permis de construire prévu par l'article L. 421-1 du Code de l'urbanisme, avant tout commencement de travaux.

ARTICLE 17 - DUREE

Travaux:

Cet arrêté vaut permission de voirie pour le prestataire chargé de l'exécution des travaux, désigné par le maître d'ouvrage de l'opération. Par conséquent, la permission de voirie accordée par le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au bénéficiaire.

La période de réalisation des travaux est précisée à l'article 9 intitulé « IMPLANTATION OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLEMENT »

Elle est accordée à titre **précaire et révocable** et est **valable seulement pour les travaux** à l'occasion desquels elle a été sollicitée.

Elle pourra notamment être abrogée par le gestionnaire :

- dans l'intérêt de la conservation du domaine public occupé
- pour attitude abusive du bénéficiaire ou pour l'inexécution par celui-ci des obligations résultant de règlements en vigueur ou des clauses du présent arrêté
- pour des motifs fondés sur l'hygiène publique ou l'ordre public,
- pour nécessité de la construction ou de l'exploitation d'un ouvrage public

La présente autorisation est prescrite (au sens prescription d'une autorisation) de plein droit s'il n'en est pas fait usage dans le délai indiqué à l'article 9 sauf accord express du gestionnaire de voirie.

Occupation du domaine public:

L'occupation du domaine public, par les ouvrages réalisés dans le cadre de la présente permission de voirie, est consentie pour une durée de :

- **15 ans**
- En cas d'abrogation de la permission de voirie ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, *sur demande du gestionnaire*, de remettre les lieux en état, à *ses propres frais*, dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai et en cas d'inexécution, une mise en demeure lui sera adressée, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente permission de voirie.
- Le gestionnaire pourra dispenser le bénéficiaire de retirer ou de démolir les ouvrages réalisés et deviendra alors propriétaire de ces ouvrages sans contrepartie financière.
- Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 18 - RENOUELEMENT DE LA PERMISSION DE VOIRIE AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le renouvellement de la permission de voirie ne peut pas être tacite.

Le renouvellement exige un acte formalisé, les occupants du domaine public n'ayant aucun droit acquis au renouvellement de leur titre.

Si une autorisation d'occuper la voie publique est retirée dans l'intérêt de la voie, qu'il s'agisse de son assiette, de la circulation ou de sa meilleure utilisation, ce retrait se fera sans indemnité.

Le refus de renouvellement n'est jamais susceptible d'ouvrir droit à indemnité, même lorsque ce refus est la conséquence de travaux exécutés dans un intérêt autre que celui du domaine public.

Au terme de l'occupation du domaine public objet du présent arrêté, et en cas de non renouvellement, l'occupant sera tenu de retirer ou de démolir les ouvrages réalisés, à ses frais.

Toutefois, le gestionnaire pourra l'en dispenser et deviendra alors propriétaire de ces ouvrages, sans contrepartie financière.

La demande de renouvellement devra être déposée, auprès du gestionnaire de voirie, au minimum 3 mois avant la date d'expiration.

ARTICLE 19 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa publication sur le site internet du Département.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication sur le site internet du Département, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 20 - CARACTERE EXECUTOIRE

Le présent arrêté sera exécutoire à compter de sa notification au bénéficiaire.

ARTICLE 21 - INFORMATION ET ACCES AUX DROITS

Sans objet.

ARTICLE 22 - ABROGATION

Sans objet.

ARTICLE 23 - EXECUTION

Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne, la Directrice Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable et le Directeur des Routes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et notifié aux intéressés.

Au technicien du département,

Madame LOUBET Kitty, SOGETREL,

Monsieur le responsable de ORANGE UI AQUITAINE,

M. le Maire de la commune de BONNES,

M. le Maire de la commune de LA CHAPELLE-MOULIERE,

Fait à POITIERS, le 04/08/2025
Pour le Président du Conseil Départemental,
et par délégation,
Le chef de la Subdivision de Poitiers-Futuroscope,



Thierry Roux

ANNEXE - LOCALISATION



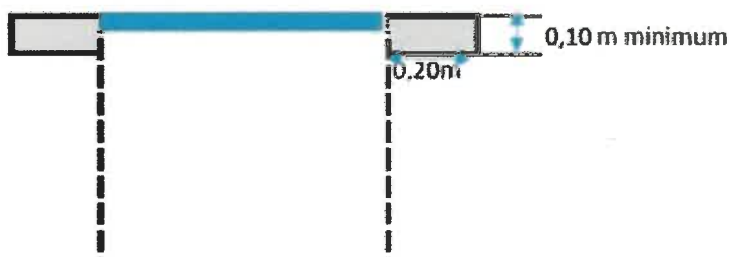
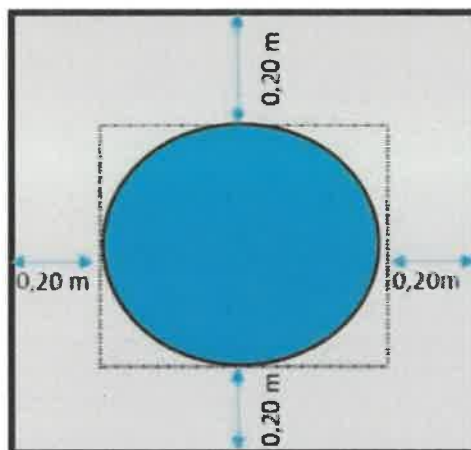
ANNEXE : TAMPONS – BOUCHES A CLE – CHAMBRES TELECOM

Croquis de scellement des tampons sous trottoirs et accotements

Tampon de classe D250 sous trottoirs et accotements

Tampon de classe D400 sous chaussée

Solin béton carré coffré



Fiche technique remblayage de fouille

Bouche à clé sous accotement et remise à niveau de bouche à clé sous accotement

